

FEUILLE D'AVIS DE NEUCHÂTEL

ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois	1 mois
Suisse, franco domicile	15.-	7.50	3.75	1.30
Etranger	36.-	18.50	9.50	3.50

Prix réduit pour certains pays, se renseigner à notre bureau
Chang. d'adresse 50 c. Idem p^r vacances 50 c. par mois d'absence.
TÉLÉPHONE 51.226 - CHEQUES POST IV 178

et du Vignoble neuchâtelois

ORGANE DE PUBLICITÉ ET JOURNAL QUOTIDIEN POUR LE CANTON DE NEUCHÂTEL ET LES CONTRÉES AVOISINANTES — PARAÎT TOUS LES JOURS, EXCEPTÉ LE DIMANCHE

ANNONCES

14 c. le millimètre, min. 25 mm. Petites annonces locales 10 c. la mm., min. 1 fr. — Avis tardifs 30, 40 et 50 c. — Réclames 50 c., locales 30 c. — Avis mortuaires 20 c., locaux 14 c. — Etranger 18 c. le millimètre (une seule insertion minimum 5.-), Mortuaires 23 c., minimum 8.30. Réclames 60 c., minimum 7.80.

Les travaux de la S. d. N.

APAISEMENT A GENÈVE

Notre correspondant de Genève nous téléphone :

Le conseil de la S. d. N. a consacré une longue séance presque exclusivement à la question de l'aide à apporter au point de vue international aux évacués espagnols et aux réfugiés dans les ambassades et légations de Madrid; les premiers sont, d'après les évaluations des experts de la S. d. N., qui viennent de rentrer de Valence, au nombre de plus d'un million et les seconds de près de 4000, aux dires de M. Edwards, ambassadeur du Chili, qui a plaidé leur cause devant le conseil.

La discussion de ce problème humanitaire n'a pas été sans provoquer un échange d'explications plutôt vives entre M. del Vayo, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Valence, et M. Edwards, qui ne passe pas pour représenter un pays qui soit favorable aux gouvernementaux.

La question de Dantzig a été réglée lundi dans un comité du conseil et celui-ci va pouvoir s'en occuper à son tour. Le conseil maintiendra à Dantzig la garantie de la S. d. N. et nommera un nouveau haut-commissaire. Celui-ci empêchera peut-être à force de tact et de souplesse les minorités dantziçoises d'avoir par trop à souffrir des nazis dantziçois.

La question du Sandjack d'Alexandrette, qui avait mis en opposition les Français et les Turcs au moment où l'amitié franco-turque apparaissait comme particulièrement nécessaire, a été réglée samedi par un accord de principe qui laisse le Sandjack dans le cadre de l'Etat syrien mais qui lui assure un maximum d'autonomie avec la garantie de la S. d. N. Français et Turcs se montrent particulièrement heureux de leur entente qui s'est manifestée lundi encore dans les précisions qui ont été apportées à l'accord de samedi en ce qui touche la garantie des frontières turques et syriennes à la fois par les Français, les Turcs et la Syrie et la défense du Sandjack qui aura un haut-commissaire de la S. d. N. nommé par la France et la Turquie.

Celles-ci devront encore régler leur collaboration à ce sujet par un pacte qui aura l'aspect d'un véritable traité d'amitié.

Ed. BAUTY.

La question du contrôle des volontaires

Les réponses de Berlin et Rome semblables en tous points sont parvenues hier à Londres

Elles réaffirment leur accord de principe, mais demandent que des mesures d'application pratique soient prises

BERLIN, 25 (D. N. B.). — La réponse du gouvernement allemand à la note anglaise sur la question des volontaires en Espagne a été remise lundi matin, à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Londres.

La réponse de l'Allemagne dit notamment :

«Le gouvernement allemand a constaté avec satisfaction que, selon l'avis du gouvernement britannique, les principales puissances intéressées sont d'accord que des mesures immédiates soient prises afin d'empêcher l'afflux de volontaires en Espagne et qu'un accord de principe existe également pour que les mesures envisagées soient prises simultanément par tous les gouvernements, que le problème de toutes les formes d'intervention indirecte en Espagne soit examiné avec célérité et qu'un contrôle effectif soit appliqué aussitôt. Ainsi seraient remplies les conditions dont le gouvernement allemand faisait dépendre, dans sa note du 7 janvier, les mesures qu'il allait lui-même prendre à cet égard.» (Voir la suite en dernières dépêches)

Après les actes terroristes à Lisbonne



Le bâtiment du Radio-club de Lisbonne a été, comme on le sait, atteint par une bombe. Depuis, l'édifice est surveillé militairement

Un tragique événement à la Chaux-de-Fonds, à l'occasion de la conférence Musy contre le communisme

Pour la première fois, en pays de Neuchâtel la politique a causé la mort

Le Dr Eugène Bourquin, chef des Jeunesses nationales et député libéral au Grand Conseil, entouré et frappé à la sortie de la manifestation par des communistes, a succombé peu après

La conférence elle-même s'était déroulée dans une atmosphère houleuse De nombreuses bagarres aux alentours de la Salle communale — La police débordée et molestée — Plusieurs arrestations de communistes opérées L'enquête suit son cours

On nous téléphonait, cette nuit, à 1 h. 30 :

Les Jeunesses nationales avaient fait appel, lundi soir, à M. Jean-Marie Musy, ancien conseiller fédéral, pour une conférence qu'il avait déjà donnée à Neuchâtel: «Pourquoi le communisme est impossible en Suisse».

A l'entrée de la salle communale où avait lieu la conférence, 1500 personnes environ ont conspué le conférencier, M. Musy, aux cris de «Musy, pain noir» et «Les fascistes à Berlin».

La conférence s'est déroulée dans un calme relatif bien que la contradiction ait été accordée à M. de Corswant, chef du groupement antifasciste de la Chaux-de-Fonds. A la sortie, les Jeunesses nationales éprouvèrent les plus grandes difficultés pour se frayer un passage à travers la foule des communistes qui chantaient «L'Internationale» et scandaient «Les fascistes à Berlin», le poing tendu.

Arrivé à la rue du Parc, le docteur Bourquin, chef des Jeunesses nationales, a dû probablement être frappé ou être victime d'une bombe la-

Il faut interdire le parti communiste

Un événement d'une extraordinaire gravité, et qui aura des répercussions dans toute la Suisse, s'est déroulé hier à la Chaux-de-Fonds. Pour la première fois, dans le canton, l'on a à déplorer une mort consécutive d'une agression politique. La victime est le docteur Eugène Bourquin, médecin chaux-de-fonnier bien connu, mêlé étroitement aux batailles politiques du pays de Neuchâtel, chef du mouvement des Jeunesses nationales et député libéral au Grand Conseil.

A l'heure où nous écrivons, nous n'avons que peu de détails encore sur les circonstances de cet attentat qui a suivi de près la conférence que donnait, hier soir, à la grande salle communale, M. Jean-Marie Musy contre le communisme. Le docteur Eug. Bourquin semble avoir été frappé par la foule communiste qui l'entourait à la sortie de l'assemblée. Aux dernières nouvelles, il serait certain qu'il y a une relation entre les coups reçus par la victime et le crâne cardiaque à laquelle elle paraît avoir succombé.

On peut penser ce qu'on veut des idées que défendait le chef des Jeunesses nationales. Personne ne lui a jamais dénié des qualités d'un grand courage civique. Tant au Parlement que dans la rue et les assemblées publiques, le docteur Eug. Bourquin a défendu ses idées avec une énergie et une constance qui étaient admirées par les siens et qu'aucun de ses adversaires n'a jamais mises en cause. Aussi toute la population neuchâteloise, douloureusement surprise, déplorera sa perte en des circonstances aussi tragiques.

Il est trop tôt encore pour dégager toutes les conséquences qui découlent d'un événement d'une telle importance. Il importe de faire maintenant la lumière, toute la lumière; il importe à chaque Neuchâtelois de savoir les circonstances exactes du drame; il importe de rechercher au plus vite les coupables et il convient que des mesures d'une juste sévérité soient prises contre eux et contre ceux surtout qui les ont inspirés. Notre petit pays, à l'image de beaucoup d'autres dans le monde, n'entend pas devenir une terre de révolution et de meurtre. Il entend que les luttes politiques gardent chez lui une humanité qui a fait défaut à trop de nations.

Au reste, le grand responsable est facile à désigner: c'est Moscou; les vrais responsables, ce sont ses théoriciens et ses dirigeants chez nous et les semences de haine et de guerre de classe que ceux-ci ont malheureusement déposées dans le cœur de certains de nos concitoyens abusés. Jamais il n'aura été plus nécessaire d'interdire purement et simplement le parti communiste sur le sol neuchâtelois.

« Catastrophe nationale » aux Etats-Unis

C'est en ces termes qu'on qualifie les inondations américaines qui ont pris la plus tragique des tournures

Des villes entières submergées

NEW-YORK, 25 (Havas). — La désolation règne dans douze Etats de l'Union américaine. Les inondations, dans les vallées de l'Ohio et du Mississippi supérieur, ont atteint, au cours de la nuit dernière, les proportions d'une véritable catastrophe nationale. Le chiffre des morts connus dépasse la soixantaine. Les dommages matériels sont estimés d'ores et déjà à 100 millions de dollars. Quatre cent mille personnes sont sans abri.

Le manque de nourriture, ainsi que les intempéries, le froid et la pluie font craindre des épidémies. Des centaines de cas d'influenza, de scarlatine et de pneumonie sont déjà signalés dans certaines régions de l'Ohio et du Kentucky.

M. Roosevelt a téléphoné personnellement au maire de Cincinnati: «Tenez bon, dites à la population de Cincinnati que le gouvernement fédéral fera l'impossible pour combattre le fléau et pour sauvegarder la vie et la santé de vos concitoyens. Je vous envoie, au cours de la nuit, une centaine de gardes-côtes du littoral de l'Atlantique avec leurs canots de sauvetage. Mon téléphone personnel est ouvert toute la nuit. Appelez-moi à toute heure du jour et de la nuit.»

La pluie continue à tomber sur la majeure partie des 1200 kilomètres actuellement inondés.

Le lieutenant-colonel Reybold, dirigeant les forces de secours dans

le Tennessee, a déclaré: «La journée s'annonce comme devant être désastreuse dans la vallée de l'Ohio.»

Un nouvel incendie éclate à Cincinnati

CINCINNATI, 25 (Havas). — Le feu que l'on croyait maîtrisé a de nouveau éclaté ce matin, du fait de l'explosion d'un réservoir contenant un million de litres de pétrole. A Louisville, le maire a donné pour instruction à la police et à la garde nationale de tirer sur les pillards.

Les détenus d'un pénitencier sont évacués en chaloupe

FRANCFORT (U. S. A.), 25 (Havas). — L'évacuation du pénitencier du Kentucky où a eu lieu une bagarre entre forçats blancs et noirs, a commencé sous la protection de la garde nationale. Les forçats ont été placés dans des chaloupes et dans des canots automobiles, par groupes de dix ou douze, surveillés chacun par trois gardes nationaux armés de carabines et de revolvers. Ces 1500 forçats seront transférés dans la caserne de Lexington.

L'état de siège décrété

LOUISVILLE, 26 (Havas). — M. Chandler, gouverneur du Kentucky, a décrété l'état de siège et a demandé à M. Roosevelt d'envoyer des troupes fédérales.

(Voir la suite en dernières dépêches)

crymogène. Nous ne possédons, pour le moment, encore aucun renseignement à ce sujet. Conduit immédiatement à l'Astoria, le local des Jeunesses nationales, le docteur Bourquin reçut les soins d'un médecin, mais après une demi-heure, il rendait le dernier soupir.

D'autre part, nous apprenons que plusieurs communistes et membres des Jeunesses nationales ont été victimes d'agressions. Des arcaïdes sourcilieuses ont été foudroyées et plusieurs membres des Jeunesses nationales furent conduits à la pharmacie d'office. Plusieurs vitres ont été brisées à la Maison du peuple et à l'Astoria. Le secrétaire de M. Musy a dû défendre sa serviette contenant les documents de la conférence à grands coups de poings.

L'atmosphère est très tendue à la Chaux-de-Fonds.

Lire en dernière page :

La relation complète des événements

(De notre correspondant particulier par téléphone)

Le régime terroriste en Russie rouge

Le procès des trotskistes de Moscou se déroule de plus en plus dans une atmosphère de mystère

A Paris, un journaliste soviétique qui entretenait des relations avec deux des accusés, est assassiné

Le nom du maréchal Touchatchewski est mis en cause !

MOSCOU, 25. — Au procès des trotskistes, le procureur est revenu au cours de l'audience sur les relations de Radek avec l'ancien attaché militaire des soviets à Londres Putna. Celui-ci, qui fut arrêté lors du premier procès des trotskistes, est toujours détenu.

Le nom du maréchal soviétique Touchatchewski a également été cité plusieurs fois. Le procureur a évité d'approfondir les relations existant entre Radek et Putna.

En revanche, Radek a été invité à déclarer par trois fois que le maréchal Touchatchewski avait peu de contact avec le groupe trotskiste.

Un attentat à Paris

PARIS, 26 (Havas). — Hier matin, on a découvert, au Bois de Boulogne, le corps de M. Dimitri Navachine, né en 1889, à Moscou, journaliste et économiste, de la colonie soviétique de Paris.

(Voir la suite en dernières dépêches)

Sombre image dans la capitale espagnole



Un chien erre dans les ruines accumulées à Madrid

J'ÉCOUTE...

La tonte

On commence à la trouver maussade et on a raison. Malgré toutes les belles promesses, tout augmente en Suisse. On croirait assister à une course fédérale au renchérissement. M. Meyer, qu'avez-vous fait de votre solennel engagement que le franc, à l'intérieur, resterait le franc?

Et, pourtant, au mot d'ordre, pas de panique! le peuple suisse, à part quelques exceptions et quelques achats absurdes dans certaines villes, s'était strictement conformé. Le Suisse n'avait pas voulu se montrer inférieur à l'Anglais, qui a si bien réussi son opération de dévaluation, parce qu'il s'est plié à tout ce qu'il fallait pour que la vie ne renchérisse pas.

Le Suisse a été sage. Mais son gouvernement n'a pas montré même sagesse... et le renchérissement va grand train.

On dira, assurément, que les conditions ne sont pas les mêmes chez nous qu'en Angleterre ou qu'en Suède, qui a dévalué avec non moins de succès. Nous devons nous procurer au dehors toutes les matières premières, ou peu s'en faut. Nous devons le faire au prix fort. On nous avait mis en garde. Le grand argument contre la dévaluation avait, toujours été qu'elle ne pouvait pas nous procurer les mêmes avantages qu'aux pays largement pourvus de matières premières. Au lendemain de la dévaluation, un Tchecoslovaque, qui avait, sous les yeux, l'expérience de son pays, disait: «Nous en reparlerons dans six mois. A ce moment-là, ce sera la montée de tous les prix en flèche. Ou bien c'est dans la qualité de vos tissus, de vos étoffes et de beaucoup d'autres choses que vous vous apercevrez petit à petit, qu'on leur a fait supporter les conséquences de la dévaluation.»

Les six mois sont bientôt là et le pronostic paraît se vérifier.

Le renchérissement d'un sou du pain fédéral, sur lequel la consommation s'est portée avec trop de ferveur au dire des doreurs de plusieurs officiers, va-t-il faire déborder le vase?

A coup sûr, les circonstances particulières à la Suisse expliquent en partie, ce qui se passe. Mais elles n'expliquent pas tout, loin de là même.

Le peuple, qu'on se le dise à Berne, n'entend pas être le fondeur perpétuel. Il ne faut pas que la dévaluation se retourne contre nous. Pour cela, il faut changer immédiatement de méthodes, ou, sinon, changer les hommes, pour que d'autres hommes soient chargés, immédiatement, de changer les méthodes.

FRANCHOMME.